

**Manifestation nationale « Exigeons de l'État une politique du logement et des moyens financiers à la hauteur de l'urgence »
Samedi 13 décembre 2008 à 14h30 au métro Duroc**



Un habitat digne pour chacun, garanti par la solidarité du corps social, est un préalable indispensable à l'accès à une citoyenneté effective, combat permanent de la Ligue des droits de l'Homme.

Aujourd'hui, force est de constater que notre société subit de profondes transformations dont le but n'est pas le développement des droits ni leur protection. Ces transformations mettent à mal la solidarité au profit d'une conception individualiste de la société aux effets dévastateurs, car elles détruisent le lien fondamental entre droits individuels et exercice nécessairement collectif de ces droits.

La crise du logement bat son plein. La Ligue des droits de l'Homme, dans son combat pour la mise en œuvre effective des droits, ne peut que se préoccuper fortement de l'exercice des droits économiques et sociaux, condition indispensable au plein exercice des droits civiques fondamentaux.

On dénombre environ 1.300.000 personnes en attente d'un logement.

Cette aggravation de la crise du logement traduit l'absence de volonté politique de donner une réelle priorité au secteur locatif social.

En hausse :

- Les expulsions et le désespoir qui les accompagne, les placements d'enfants faute de logement décent, les surendettés, les mal logés, les sans-logis,
- Le harcèlement des précaires du logement, des gens du voyage, des Roms, des migrants, les discriminations,
- Les difficultés pour se loger, les loyers et les charges, les profits immobiliers, la spéculation, la destruction des quartiers populaires dans le centre des villes,

En baisse :

- Les attributions de logements HLM, les logements accessibles au plus grand nombre,
- Les conditions de logement des ménages les plus modestes,
- Les droits des locataires et des mal logés,
- Le budget logement et les objectifs de l'État pour la construction du logement social en 2009.

La Ligue des droits de l'Homme refuse de considérer le logement uniquement comme une marchandise soumise aux aléas du marché immobilier.

Elle soutient les propositions et les actions des différentes associations qui militent pour le droit au logement pour tous, pour l'application des lois SRU et DALO, notamment:

- Refuser toute expulsion sans relogement, avec une politique active de prévention du risque locatif
- S'opposer aux opérations de démolition de logements sociaux dépourvues d'un réel projet d'accompagnement (reconstruction préalable dans la même commune et en nombre suffisant),
- Dénoncer le leurre du «tous propriétaires»,
- Réorienter les aides en faveur du secteur locatif social, donner la priorité à la production de logements PLAI accessible aux plus modestes,
- Maintenir les conditions d'un financement du logement social qui ne soit pas soumis aux lois du marché,
- Promouvoir de nouvelles procédures de concertation en matière d'urbanisme qui permettent, en amont des projets, de donner réellement la parole aux habitants.
- Développer une réelle politique foncière publique pour promouvoir un urbanisme qui, par le développement d'un habitat dense qui garantisse la qualité de la forme urbaine et de l'espace public, combatte l'étalement urbain facteur d'usage intensif de l'automobile, d'isolement social, de gaspillage des sols.

Vous souhaitez prendre contact avec la Ligue des droits de l'Homme

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Email _____

Merci de retourner ce bulletin à la Ligue des droits de l'Homme

138 rue Marcadet - 75018 Paris

Tél : 01 56 55 51 00 - Fax : 01 42 55 51 21

E-mail : ldh@france.org - Site : www.ldh-france.org